

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 118

[C - 99/27012]

17 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 17 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998, division organique 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter la réglementation relative aux services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées de manière à tenir compte des emplois engendrés par le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle ainsi que par l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, sans que cela ne déstructure les obligations imposées à ce secteur;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4, 3^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié, est remplacé par le texte suivant :

« s'engager à appliquer aux aides familiales et aux aides seniors le statut tel qu'il a été approuvé par le Gouvernement wallon en date du 16 juillet 1998 ».

Art. 2. Un 5^e alinéa est ajouté à l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié :

« Les activités déployées par les aides familiales employées dans le cadre du programme de transition professionnelle, ainsi que par les aides familiales dont l'emploi est financé dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, ne bénéficient pas des subventions fixées à l'article 10. »

Art. 3. Un chapitre "4bis. Dispositions diverses" est inséré entre le chapitre 4 et le chapitre 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services. Il est composé des articles suivants :

« Art. 18bis. Les aides familiales employées dans le cadre du programme de transition professionnelle, ainsi que les aides familiales dont l'emploi est financé dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, ne sont pas prises en compte pour l'application de l'article 4, 2^o, du présent arrêté.

Toutefois, le service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées qui emploie des aides familiales dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 susvisé, doit, à leur égard, se conformer aux articles 4, 3^o, 5^o et 5, de la présente réglementation. L'activité des aides familiales concernées, bien que ne bénéficiant pas des subventions décrites à l'article 10 du présent arrêté, est prise en compte, en ce qui concerne le respect des dispositions inscrites aux articles 7, 8, 2^o, 3^o, 4^o et dernier alinéa; du présent arrêté. Le service est également tenu d'établir les documents de contrôle suivant le modèle fixé par le Ministre.

Art. 18ter. Le service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées qui emploie des aides familiales dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand doit consacrer à l'organisation de cours de perfectionnement visés à l'article 14 du présent arrêté au moins 1,47 % de son activité totale prise en compte pour l'octroi des subventions, majorée de l'activité des aides familiales employées dans le cadre de l'arrêté royal du 5 février 1997 susvisé. A défaut, une sanction équivalente au produit du nombre d'heures manquantes par la subvention horaire moyenne leur sera appliquée.

Art. 18quater. Le service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées qui emploie des aides familiales dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand doit consacrer à l'organisation de réunions visées à l'article 15 du présent arrêté au moins 1 % de leur activité totale prise en compte pour l'octroi des subventions, majorée de l'activité des aides familiales employées dans le cadre de l'arrêté royal du 5 février 1997 susvisé. A défaut, une sanction équivalente au produit du nombre d'heures manquantes par la subvention horaire moyenne leur sera appliquée.

Art. 18quinquies. Le service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées qui emploie des aides familiales dans le cadre du programme de transition professionnelle doit, à leur égard et envers leur activité, se conformer à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 18sexies. Les travailleurs administratifs et sociaux dont l'emploi est financé dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, ne sont pas pris en compte pour le respect des normes d'encadrement visées à l'article 4, 4^o, du présent arrêté. »

Art. 4. Le point 3° de l'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié, est supprimé et remplacé par le texte suivant au sein d'un deuxième alinéa :

« Les services transmettent également au Ministre avant le 31 mars de l'année suivant l'exercice écoulé le rapport annuel d'activité tel que fixé par le Ministre. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999, sauf en ce qui concerne l'article 1^{er} qui entre en vigueur le 16 juillet 1998 et l'article 2 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Namur, le 17 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 118

[C - 99/27012]

17 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 17 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1998, afdeling 17, programma 04, basisallocaties 33.65.04 en 43.65.04;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Overwegende dat de reglementering betreffende de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp aangepast moet worden ten gevolge de creatie van banen overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma en het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, zonder afbreuk te doen aan de aan deze sector opgelegde verplichtingen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4, 3°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd, wordt vervangen als volgt :

« zich ertoe verbinden het statuut op de gezins- en bejaardenhelpsters toe te passen zoals het goedgekeurd is door de Waalse Regering op 16 juli 1998. »

Art. 2. In artikel 9 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd, wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De in artikel 10 bedoelde toelagen worden niet verleend voor activiteiten van gezinshelpsters die tewerkgesteld zijn in het kader van het doorstromingsprogramma, of van gezinshelpsters van wie de tewerkstelling gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector. »

Art. 3. In het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd, wordt tussen hoofdstuk 4 en hoofdstuk 5 een hoofdstuk "4bis. Diverse bepalingen" ingevoegd. Het bestaat uit de volgende artikelen :

« Art. 18bis. Artikel 4, 2°, van dit besluit is niet van toepassing op gezinshelpsters die tewerkgesteld zijn in het kader van het doorstromingsprogramma, noch op gezinshelpsters van wie de tewerkstelling gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

De erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp die gezinshelpsters tewerkstelt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens bovenvermeld koninklijk besluit van 5 februari 1997, moet zich jegens hen evenwel richten naar de artikelen 4, 3°, 5°, en 5 van deze reglementering. De activiteit van de betrokken gezinshelpsters, waarvoor de in artikel 10 van dit besluit bedoelde toelagen niet verleend worden, valt onder de bepalingen van de artikelen 7, 8, 2°, 3°, 4°, en het laatste lid van dit besluit. De dienst moet eveneens controledocumenten opmaken overeenkomstig het door de Minister bepaalde model.

Art. 18ter. De erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp die gezinshelpsters tewerkstelt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, moet ten minste 1,47 % van de totale activiteit waarvoor toelagen worden verleend aanwenden voor de organisatie van de in artikel 14

van dit besluit bedoelde vervolmakingscursussen, vermeerderd met de activiteit van de in het kader van bovenvermeld koninklijk besluit van 5 februari 1997 tewerkgestelde gezinshelpsters. Zo niet wordt voorzien in een boete die gelijk is aan het product van de vermenigvuldiging van het aantal ontbrekende uren met de gemiddelde uurtoelage.

Art. 18quater. De erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp die gezinshelpsters tewerkstelt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, moet ten minste 1 % van de totale activiteit waarvoor toelagen worden verleend aanwenden voor de organisatie van de in artikel 15 van dit besluit bedoelde vergaderingen, vermeerderd met de activiteit van de in het kader van bovenvermeld koninklijk besluit van 5 februari 1997 tewerkgestelde gezinshelpsters. Zo niet wordt voorzien in een boete die gelijk is aan het product van de vermenigvuldiging van het aantal ontbrekende uren met de gemiddelde uurtoelage.

Art. 18quinquies. De erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp die gezinshelpsters tewerkstelt in het kader van het doorstromingsprogramma, moet zich jegen hen en hun activiteit naar artikel 7 van dit besluit richten.

Art. 18sexies. De administratieve en sociale werknemers van wie de tewerkstelling gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, zijn niet gehouden tot inachtneming van de begeleidingsnormen bedoeld in artikel 4, 4°, van dit besluit. »

Art. 4. Punt 3° van artikel 19 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd, wordt geschrapt en vervangen door onderstaande tekst, die het tweede lid vormt :

« De diensten bezorgen de Minister uiterlijk 31 maart van het jaar volgend op het afgelopen boekjaar het jaarlijkse activiteitenverslag, zoals bepaald door de Minister. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999, behalve artikel 1, dat in werking treedt op 16 juli 1998, en artikel 2, dat in werking treedt op 1 januari 1997.

Namen, 17 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse. Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 99 — 119

[C — 99/27009]

17 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement d'une subvention supplémentaire de 5 francs octroyée aux services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées par heure prestée en 1998 au bénéfice d'usagers habitant des communes à faible densité de population

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétence de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, par. 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu le décret du 17 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998, section 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04;

Vu l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996;

Vu la délibération budgétaire n° 801 du Gouvernement wallon en date du 22 octobre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de compenser sans retard les pertes financières des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées intervenant chez les usagers habitant des communes à faible densité de population;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Une subvention supplémentaire de 5 francs est octroyée aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées, par heure prestée en 1998 au bénéfice d'usagers habitant des communes à faible densité de population.

Art. 2. Les services d'aide aux familles et aux personnes âgées visés par le présent arrêté sont les services agréés sur base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, modifié notamment par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996.

Art. 3. Les communes à faible densité de population sont les communes dont la population a une densité inférieure ou égale à 120 habitants par kilomètre carré.

Art. 4. La densité de la population est déterminée grâce :

1° à la superficie des communes telle que communiquée par l'Administration centrale du Cadastre du Ministère des Finances;